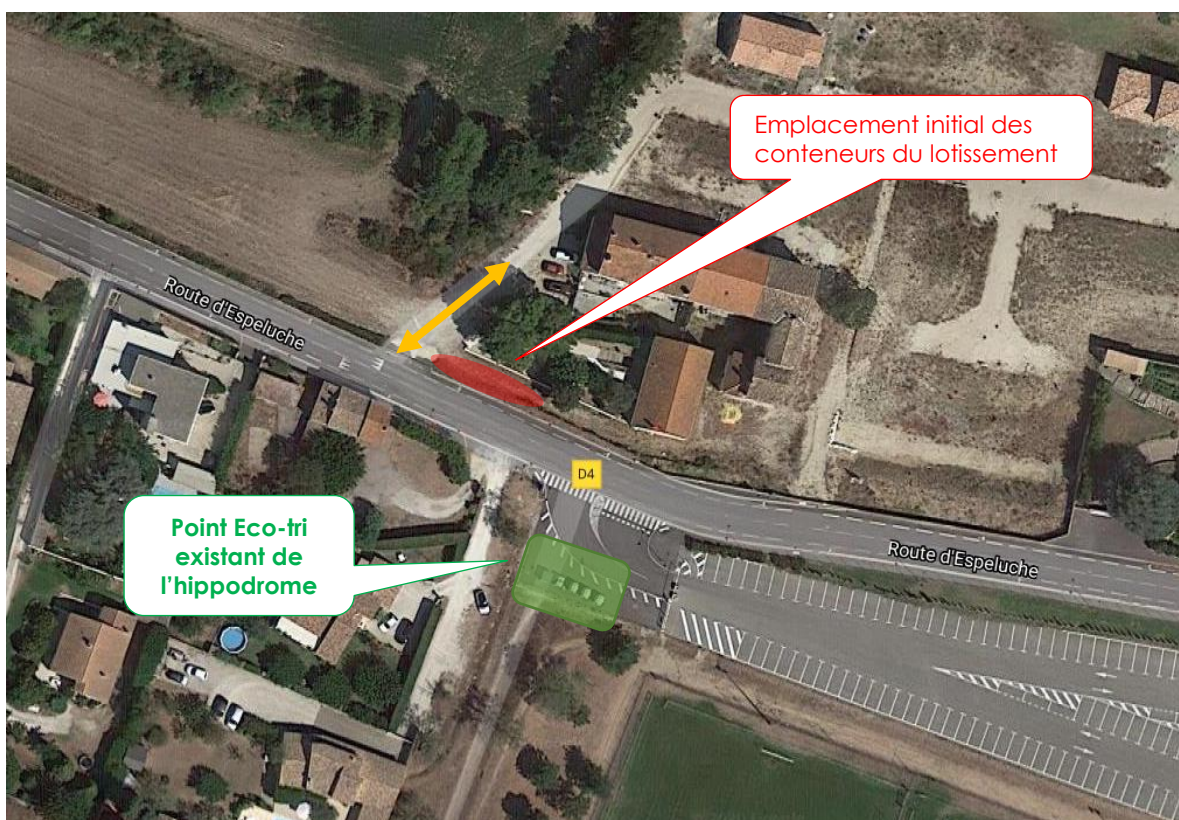


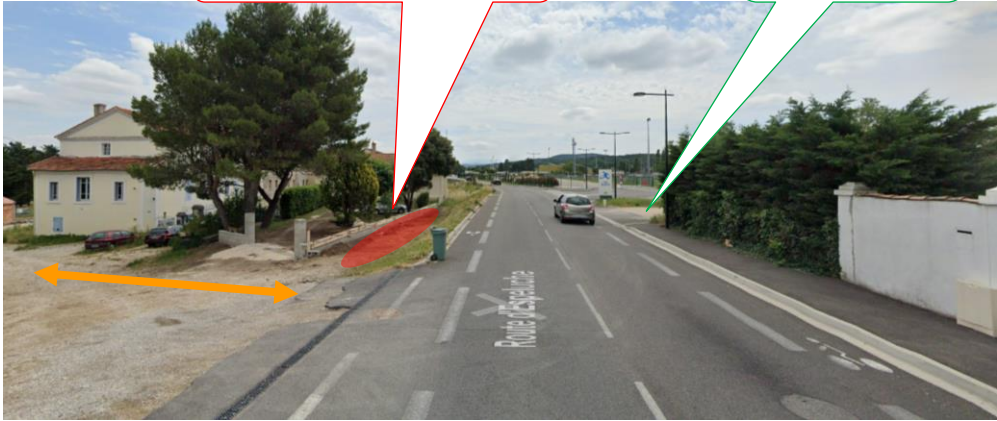
Photo aérienne





Emplacement initial des
conteneurs du lotissement

Point Eco-tri
existant de
l'hippodrome



Point Eco-tri
existant de
l'hippodrome



CONVENTION TRIPARTITE POUR L'IMPLANTATION DE COLONNES DE TRI ROUTE D'ESPELUCHE A MONTE LIMAR

Entre les soussignées :

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, Maison des services publics, 1 avenue St Martin, 26200 MONTE LIMAR, représentée par son Président, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité, ci-après dénommée « Montélimar-Agglomération »

Et

La Commune de Montélimar, Hôtel de Ville, Place Emile Loubet, 26200 MONTE LIMAR représentée par Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire en charge de l'Urbanisme et des Travaux, dûment habilité, ci-après dénommée « La Commune »

Et

La SAS BMSV, 67 route d'Espeluche, 26200 MONTE LIMAR – n° SIRET 80499669200013 - représenté par Monsieur Max SAURET, dûment habilité, ci-après dénommé « SAS BMSV »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE

La SAS BMSV, représentée par Monsieur Max SAURET, a déposé un permis d'aménager n° 26 198 16M0006 pour la réalisation d'un lotissement de 9 lots dénommé « Le Domaine Bénicroix », route d'Espeluche à MONTE LIMAR. Ce lotissement jouxte un bâtiment du XVIIIème siècle, en cours de réhabilitation par la société BMSV, pour l'aménagement de 8 logements.

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération a tout d'abord prescrit la mise en place de trois conteneurs semi-enterrés, le long de la route d'Espeluche, à l'entrée des opérations de la SAS BMSV et sur une emprise lui appartenant.

Cependant, des voisins se sont inquiétés du positionnement des conteneurs, de leur incidence sur la visibilité des automobilistes en entrée/sortie du lotissement, du stationnement induit des camions collecteurs le long de la route d'Espeluche.

Afin de prendre en compte ces inquiétudes, un nouvel emplacement a été envisagé de l'autre côté de la route, au niveau de l'entrée du stade de l'hippodrome, sur la parcelle communale ZM 435, où un point éco-tri existe déjà avec des colonnes aériennes.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1° : Objet de la convention

La présente convention ne remet pas en cause la répartition des compétences entre la Commune et la Communauté d'Agglomération. Elle a pour objet de définir les

engagements réciproques entre les parties pour l'implantation des colonnes de tri du lotissement « Le Domaine Bénicroix » ainsi que de leurs abords destinés à la collecte des ordures ménagères, des emballages/papier et du verre.

Article 2° : Implantation des colonnes aériennes de tri

La Commune autorise la SAS BSMV à planter, sur une emprise communale cadastrée ZM 435, le long de la route d'Espeluche :

- 1 colonne pour les ordures ménagères
- 1 colonne pour les emballages/papier
- 1 colonne pour le verre,

Selon les prescriptions émises par la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération.

Les emplacements ont été définis en commun accord entre les trois parties et doivent respecter strictement les contraintes d'accès et de sécurité liées à la collecte.

Par ailleurs, la SAS BSMV prendra le terrain dans l'état où il se trouve actuellement et l'accepte en parfaite connaissance de cause.

Article 3° : Responsabilité

La parcelle ZM 435 susmentionnée ne pourra être utilisée à d'autres fins que celle concourant à la réalisation de l'article 1 de la présente convention.

Article 4° : Choix et fournitures des équipements

Pour le site concerné, Montélimar-Agglomération a préconisé la mise en place de 3 colonnes aérienne de tri :

Flux Ordures ménagères : 1 colonne

Flux Emballages/papier : 1 colonne

Flux Verre : 1 colonne

Article 5° : Prise en charge financière de l'installation et l'entretien des conteneurs/colonnes

5-1 : Engagements de Montélimar-Agglomération

Montélimar-Agglomération est compétente en matière de collecte des déchets. En ce sens, elle contrôle la mise en place des conteneurs et les tests de bon fonctionnement.

De même, il appartient à Montélimar-Agglomération de préciser le dimensionnement (quantité, volumes) des équipements afin que ceux-ci satisfassent aux besoins de la population à desservir.

Elle continue d'assurer, les coûts liés à la collecte, l'entretien, la maintenance et le renouvellement de ces équipements,

Cette dernière peut également être amenée à remplacer les conteneurs mis en place par de nouveaux modèles. Dans ce cas et si l'installation exige des travaux de génie civil associés, les coûts associés seront à la charge de Montélimar-agglomération.

5-2 : Engagements de la SAS BMSV

La SAS BMSV s'engage à mettre en place les 3 colonnes aériennes de tri des déchets induites par l'aménagement du lotissement « Le Domaine Bénicroix » soit la fourniture des colonnes, les travaux de génie civil, tous les travaux associés et les travaux de remise en état du site, selon les préconisations de Montélimar-Agglomération.

Il est précisé que l'implantation des conteneurs sera conforme aux prescriptions de Montélimar Agglomération et de la Commune de Montélimar et devra impérativement permettre l'accès, le passage et l'intervention du camion de collecte.

Préalablement aux travaux, la SAS BMSV fera valider l'implantation, sur place, par Montélimar-Agglomération et la Commune de Montélimar.

Article 6 : Propriété des installations

Les équipements appartiennent à Montélimar-Agglomération en tant que biens affectés au service public de gestion des déchets.

A ce titre, elle s'engage à assurer :

- la collecte de ces colonnes selon une fréquence adaptée au rythme de remplissage,
- la pose d'une signalétique adaptée sur les équipements,
- la maintenance notamment par des visites préventives et par le lavage périodique des équipements.

Montélimar-Agglomération assure donc l'intégralité des frais de maintenance liés à ces biens, incluant le renouvellement des bornes amovibles, des pièces métalliques, des périscopes...

En cas de nécessité de déplacer l'équipement, le demandeur assumera l'ensemble des frais liés à cette opération incluant notamment la création d'une nouvelle fosse et la pose de l'équipement et le comblement de l'ancienne fosse.

Article 7° : Durée

La présente convention est conclue pour la durée de l'ouvrage ou de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué sans modification de l'emprise initiale.

Ladite convention devra être exécutée jusqu'à son terme. Elle pourra toutefois être résiliée en cours d'exécution par l'une ou l'autre des parties en cas de manquement grave ou répété aux engagements souscrits dans la présente convention, après mise en demeure écrite restée sans effet pendant une durée de 30 jours.

Par ailleurs, dès lors qu'il s'agit exclusivement d'un transfert de propriété, de compétence ou de gestion d'une des trois parties, la nouvelle entité se substitue de fait dans l'exercice de la présente convention pour ce qui la concerne.

Elle pourra également être résiliée si un cas de force majeure rend définitivement impossible la poursuite de la relation contractuelle.

En tout état de cause, la décision de résilier la convention n'ouvre droit à aucune indemnité au profit des parties à l'instance.

Enfin, si la commune souhaite récupérer la jouissance de la parcelle mise à disposition de Montélimar-Agglomération, elle devra proposer un nouvel emplacement et réaliser à ses frais les travaux nécessaires au déplacement des colonnes et la remise en état des lieux à l'état d'origine.

Article 8° : Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux (2) mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9° : Litiges

Pour tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le Tribunal Administratif de Grenoble est seul compétent.

**Fait en trois exemplaires originaux, le
A Montélimar**

Pour Montélimar-Agglomération

Pour la Commune

Pour la SAS BMSV